

NAÂMA

Les capacités de réutilisation des eaux usées traitées dans l'irrigation portées à 325 millions m³

Les capacités de réutilisation des eaux usées traitées dans l'irrigation agricole ont été portées de 45 millions m³, en 2012, à quelque 325 millions m³ en 2014, à l'échelle nationale, selon l'Office national d'assainissement (ONA). Il est également attendu l'entrée prochaine de 25 stations d'épuration en phase de réutilisation des eaux usées traitées dans l'irrigation de 70.000 hectares de terres agricole, notamment dans les régions de Béni-Senous, Baraki, Ben-Ziad, Chelghoum-Laïd, Tipasa, Ouargla, Saïda, Tiaret et Chlef, ont fait savoir

aussi les techniciens de l'ONA, lors d'une rencontre régionale, jeudi à Naâma, regroupant les représentant les wilayas de Laghouat, Saïda, Bechar, El-Bayadh et Naâma.

La rencontre a été aussi l'occasion de faire connaître divers dispositifs d'irrigation agricole, autres que le recours aux eaux de barrages et aux nappes hydriques souterraines, tels que les procédés de réutilisation des eaux traitées par lagunage naturel et par le biais des stations d'épuration et de traitement, pour l'exécution de projets agricoles respectueux

de l'environnement, selon les standards internationaux.

Selon Nassima Bouamama, chargée des stations de traitement des eaux à l'ONA, un plan d'action associant l'ONA et l'Office national d'irrigation et de drainage (ONID), est en cours d'étude pour explorer des opportunités de mobilisation des eaux traitées dans l'irrigation de grandes surfaces, dans cinq grands bassins hydrographiques du pays.

Les participants à cette rencontre régionale ont débattu aussi des laboratoires habilités à assurer des analyses de qualité de l'eau, aux plans microbiologiques et physico-chimiques, pour définir les normes techniques de l'eau et les types de cultures pouvant être irrigués avec des eaux traitées, et ce au niveau de 15 stations d'épuration en exploitation à travers le pays.

Les quantités d'eaux traitées et réellement réutilisées dans l'irrigation agricole, ont atteint en 2013 un volume de 19 millions m³ pour l'irrigation de 12.000 hectares, a-t-on signalé. D'autres utilisations existent pour les eaux usées traitées, telles que la lutte contre les incendies, le nettoyage des villes, la production d'engrais naturels, en plus de l'industrie, à l'exemple de la station d'épuration de Jijel qui fournit actuellement quelque 15.000 m³ d'eaux traitées pour les besoins d'une tannerie, a-t-on souligné dans le cadre des efforts menés dans le cadre du développement durable.

Eaux usées traitées dans l'irrigation

Les capacités de réutilisation portées à 325 millions m3

Les capacités de réutilisation des eaux usées traitées dans l'irrigation agricole ont été portées de 45 millions m3 en 2012 à quelque 325 millions m3 en 2014, à l'échelle nationale, selon l'Office national d'assainissement (ONA). Il est également attendu l'entrée prochaine de 25 stations d'épuration en phase de réutilisation des eaux usées traitées dans l'irrigation de 70.000 hectares de terres agricoles, notamment dans les régions de Béni-Senus, Baraki, Ben-Ziad, Chelghoum-Laid, Tipaza, Ouargla, Saida, Tiaret et Chleff, ont fait savoir aussi les techniciens de l'ONA, lors d'une rencontre régio-

nale, jeudi à Naâma, regroupant les représentant les wilayas de Laghouat, Saida, Bechar, El-Bayadh et Naâma. La rencontre a été aussi l'occasion de faire connaître divers dispositifs d'irrigation agricole, autres que le recours aux eaux de barrages et aux nappes hydriques souterraines, tels que les procédés de réutilisation des eaux traitées par lagunage naturel et par le biais des stations d'épuration et de traitement, pour l'exécution de projets agricoles respectueux de l'environnement, selon les standards internationaux. Selon Nassima Bouamama, chargée des stations de traitement des eaux à l'ONA, un plan d'action

associant l'ONA et l'Office national d'irrigation et de drainage (ONID), est en cours d'étude pour explorer des opportunités de mobilisation des eaux traitées dans l'irrigation de grandes surfaces, dans cinq grands bassins hydrographiques du pays. Les participants à cette rencontre régionale ont débattu aussi des laboratoires habilités à assurer des analyses de qualité de l'eau, aux plans microbiologiques et physico-chimiques, pour définir les normes techniques de l'eau et les types de cultures pouvant être irrigués avec des eaux traitées, et ce au niveau de 15 stations d'épuration en exploitation à travers le

pays. Les quantités d'eaux traitées et réellement réutilisées dans l'irrigation agricole, ont atteint en 2013 un volume de 19 millions m3 pour l'irrigation de 12.000 hectares, a-t-on signalé. D'autres utilisations existent pour les eaux usées traitées, telles que la lutte contre les incendies, le nettoyage des villes, la production d'engrais naturels, en plus de l'Industrie, à l'exemple de la station d'épuration de Jijel qui fournit actuellement quelque 15.000 m3 d'eaux traitées pour les besoins d'une tannerie, a-t-on souligné dans le cadre des efforts menés dans le cadre du développement durable.

NAÂMA

325 millions m³ d'eaux usées à traiter

Les capacités de réutilisation des eaux usées traitées dans l'irrigation agricole ont été portées de 45 millions m³ en 2012, à quelques 325 millions m³ en 2014, à l'échelle nationale, selon l'office national d'assainissement (ONA). Il est également attendu l'entrée prochaine de 25 stations d'épuration en phase de réutilisation des eaux usées traitées dans l'irrigation de 70 000 hectares de terres agricoles, notamment dans les régions de Béni Snous, Baraki, Ben-Ziad, Chelghoum-Laid, Tipaza, Ouargla, Saïda, Tiaret et Chlef, ont fait savoir aussi les techniciens de l'ONA, lors d'une rencontre régionale, jeudi à Naâma, regroupant les représentants des wilayas de Laghouat, Saïda, Béchar, El-Bayadh et Naâma. La rencontre a été aussi l'occasion de faire connaître divers dispositifs d'irrigation agricole autres que le

recours aux eaux de barrages et aux nappes hydriques souterraines, tels que les procédés de réutilisation des eaux traitées par lagunage naturel et par le biais des stations d'épuration et de traitement, pour l'exécution de projets agricoles respectueux de l'environnement, selon les standards internationaux.

Selon Nassima Bouamama, chargée des stations de traitement des eaux à l'ONA, un plan d'action associant l'ONA et l'Office national d'irrigation et de drainage (ONID), est en cours d'étude pour explorer des opportunités de mobilisation des eaux traitées dans l'irrigation de grandes surfaces dans cinq grands bassins hydrographiques du pays. Les participants à cette rencontre régionale ont débattu aussi des laboratoires habilités à assurer des analyses de qualité de l'eau, aux

plans microbiologiques et physico-chimiques, pour définir les normes techniques de l'eau et les types de cultures pouvant être irriguées avec des eaux traitées, et ce, au niveau de 15 stations d'épuration en exploitation à travers le pays. Les quantités d'eaux traitées et réellement réutilisées dans l'irrigation agricole ont atteint en 2013 un volume de 19 millions m³ pour l'irrigation de 12 000 hectares, a-t-on signalé. D'autres utilisations existent pour les eaux usées traitées, telles que la lutte contre les incendies, le nettoyage des villes, la production d'engrais naturels, en plus de l'industrie, à l'exemple de la station d'épuration de Jijel qui fournit actuellement quelque 15 000 m³ d'eaux traitées pour les besoins d'une tannerie ; ces efforts, a-t-on souligné, sont menés dans le cadre du développement durable.

BLIDA

Les agriculteurs de la partie ouest de la wilaya confrontés à un déficit en eaux d'irrigation

Le déficit en eaux d'irrigation destinées aux terres agricoles de la partie ouest de Blida constitue le problème majeur des agriculteurs de cette région, qui ont interpellé les autorités locales pour un relèvement des quotas de cette denrée vitale, en vue de la préservation de leurs récoltes.

«**L**e volume d'eau destiné, ces dernières années, à l'irrigation de la partie ouest de la wilaya ne suffit pas à la couverture des besoins des agriculteurs», a indiqué le président de l'Association d'irrigation des terres agricoles de la partie ouest de Blida, déplorant qu'une partie des eaux du barrage El-Mustakbal de Bouroumi, destinées initialement à l'irrigation, ait été affectée à la consommation journalière des populations.

Selon Ahmed Abad, le volume des eaux d'irrigation a enregistré une importante baisse, ces dernières années, en passant de 50 millions de m³ en 2013 à 24 millions en 2014, soit une «réduction de moitié», a-t-il relevé. «Cette quantité d'eau, en provenance du barrage de Bouroumi, est exploitée pour l'irrigation de la plaine ouest de la Mitidja, une partie des terres agricoles de la wilaya de Tipasa (Hameur El-Aïn, Bourkika), et une partie d'El Hatatba», a souligné ce responsable, estimant que ce volume est «insuffisant» pour l'irrigation d'une superficie globale de 26.000 ha, (dont 18.000 à Tipasa et 8.000 à Blida). «Le retard des pluies jusqu'à fin novembre, durant la saison écoulée, a causé de nombreux dommages à la récolte d'agrumes», a-t-il ajouté. De nombreux agricul-



teurs concernés ont réclamé, dans ce sens, un relèvement du quota de la wilaya de Blida à 20 millions de mètres cubes d'eau, en provenance du barrage El-Mustakbal de Bouroumi, afin de leur garantir une bonne saison agricole, appelant les autorités concernées à leur accorder des autorisations pour l'exploration des eaux et le forage de puits.

Une grande partie des terres agricoles de la région ouest de Blida, dont El-Affroun, la Chiffa et Mouzaïa (classée 2^e commune à l'échelle nationale en production d'agrumes), abritent des vergers agrumicoles et arboricoles, nécessitant d'importantes quantités d'eaux d'irrigation, a-t-on ajouté de même source.

La quantité d'eau emmagasinée, actuellement, par le barrage El-Mustakbal de Bouroumi, est estimée à près de 95 millions de m³, contre une capacité théorique de mobilisation de 181 millions de m³, a indiqué le directeur de l'hydraulique de la wilaya, Mohamed Ben Keciba. Ce responsable a rassuré les agriculteurs de la région ouest de Blida, que leur quota d'eaux d'irrigation sera porté, durant la présente saison, à 30 millions de m³, dont l'exploitation interviendra dès la fin du mois courant.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIENNE DES EAUX :

« Un vaste programme de réhabilitation du réseau de distribution a été engagé »

De nos envoyés spéciaux à Bouïra :
Wassila Benhamed et Bilel

«L'État a engagé un vaste programme de réhabilitation de réseau de distribution qui permettra de lutter contre le vol d'eau, les fuites, les maladies et améliorer le service public de l'eau.» C'est ce qu'a déclaré hier le directeur général de l'établissement public Algérienne des eaux, Abdenour Aït Mansour, lors d'un point de presse organisé en marge d'une journée de sensibilisation à l'économie et la préservation de l'eau.

M. Aït Mansour a expliqué qu'«il y a des villes où la réhabilitation du réseau est achevée, à l'instar de Constantine, Oran et Mascara. Une vingtaine de villes où le programme est en cours, et d'autres où il est en cours d'étude».

Il a indiqué que «ce sont des réseaux de distribution qui seront télé-gérés à distance».

M. Aït Mansour a tenu à rappeler l'importance de conserver cette eau dont le prix réel a



Ph. : Bilel

sa sortie d'une station de dessalement varie entre 60 et 80 DA le m³.

«Le citoyen ne paie qu'une partie des services de l'eau, d'où la nécessité de préserver cette source», a-t-il souligné, avant d'ajouter : «Le taux de gaspillage d'eau est de 20%.» En ce qui concerne la capitale, le directeur général

de l'Algérienne des eaux a annoncé qu'«un programme spécifique a été élaboré pour Alger afin d'éviter les perturbations de la distribution d'eau qu'a vécues la capitale l'année dernière, grâce aux forages et aux transferts d'eau réalisés». Il faut dire qu'il faut une production d'un million de m³/jour pour satisfaire la demande. «La production va croître à 1,2 million de m³/jour en période de fortes chaleurs», et le réseau sera sollicité à son maximum, ce qui nécessite, selon lui, «d'éviter les mauvais gestes» et de bannir les gaspillages.

Le responsable insiste aussi sur l'objectif de parvenir à un niveau international dans la gestion de l'eau en procédant à la rénovation et à l'entretien d'un réseau de conduites d'eau de 6.000 km, ainsi qu'à la lutte contre les fuites.

Les fuites visibles sont réparées régulièrement, mais «il faut aller chercher les fuites invisibles», a-t-il précisé. Grâce à ces actions, la filiale d'Alger, la SEAAL, a été élue meilleur

service public en 2014 par les consommateurs utilisant en moyenne 91 litres d'eau par jour avec une facture moyenne par ménage de 1.908 DA TTC par trimestre, soit une moyenne de 21 DA par jour et par famille, ce qui représente l'équivalent du prix d'une bouteille d'eau minérale. S'agissant de la journée de sensibilisation, M. Aït Mansour a indiqué que «cette manifestation entre dans le cadre de la campagne annuelle de cette entreprise citoyenne qui a une tradition de sensibilisation de la population sur l'importance de l'économie d'eau et de sa préservation et son impact sur les ménages, en particulier l'économie nationale en général.»

Cet événement, organisé au niveau du site de la station de traitement des eaux de Koudiet Acerdoun dans la wilaya de Bouïra, était marqué par la tenue d'une journée pédagogique en faveur des enfants des travailleurs de la direction générale de l'ADE.

W. B.

Prestations offertes par la SEOR

83 pour cent des personnes satisfaites

Un nouveau sondage d'opinion, réalisé récemment par la Société de l'eau et de l'assainissement d'Oran (SEOR), auprès de ses abonnés a révélé que la majorité des personnes interrogées se sont déclarées satisfaites de ses prestations de services.

CETTE enquête, réalisée par téléphone, a dévoilé que 83% des personnes sondées étaient satisfaites. Les enquêteurs ont été chargés par la SEOR des études préalables, de la rédaction du questionnaire et du traite-

ment informatique des données collectées. Les sondeurs ont opté pour l'enquête téléphonique, par rapport au face-à-face, parce qu'il représente de nombreux avantages : rapidité, dispersion géographique de l'échantillon, discrétion, etc. Le sondage par téléphone réduit surtout les risques de «bidonnage» des enquêteurs, le contrôle de leur travail pouvant être effectué plus facilement.

Ce taux de satisfaction qualifié d'important est justifié par l'amélioration de la situation de l'AEP depuis fin 2012 dans la wilaya d'Oran qui est alimentée H24. Presque 98% du territoire de la wilaya est couvert en H24 par la SEOR à l'exception de la localité de

Tafraoui. Les abonnés de plusieurs localités, qui souffraient jusqu'à un passé récent de coupures à répétition de l'AEP, assistent à une amélioration dans l'approvisionnement grâce aux projets de raccordement au MAO. Le volume en eau consacré à la wilaya est passé à 370 000 m³/jour permettant ainsi à la SEOR d'élaborer un programme pour approvisionner la population 24h sur 24h. Ces ressources sont en provenance des barrages de Gargar, MAO/SDEM Mostaganem, du SDEM de Kahrama, du SDEM de Chott El Hillal, de la station de déminéralisation de Brédéah, des stations monoblocs de Bousfer et des Dunes et des ressources locales. **F. Ben**